

Le mystère est enfin élucidé!

Josée Legault, VOIR, 14 juillet 2010

Vous ne le saviez peut-être pas, mais le mystère de l'impopularité du gouvernement Charest est enfin élucidé. L'énigme est bel et bien résolue. Du moins, d'après le premier ministre lui-même.

En effet, le 10 juillet, en entrevue à l'émission *The House* sur les ondes de CBC Radio One, Jean Charest a identifié LA seule et unique responsable de cette situation: Pauline Marois.

Eh oui, vous avez bien lu. Si une majorité de Québécois perçoit son propre gouvernement, à tort ou à raison, comme ayant de sérieuses lacunes dans le département de l'éthique, la faute en revient à la chef de l'opposition officielle. Point à la ligne.

La politique de la "terre brûlée"

Vous vous demandez sûrement quel serait alors cette "méthode" Marois capable de créer de toutes pièces une impression aussi négative et redoutablement efficace? Réponse de M. Charest: comme une armée en retraite qui détruit tout sur son passage pour ne rien laisser à l'ennemi, Pauline Marois pratique la "*politique de la terre brûlée*"!

Bref, en faisant des allégations qu'il jure être toutes "*fausses*", c'est la réputation de la classe politique tout entière que Mme Marois détruit.

Et pourtant, s'il est vrai qu'ici comme

ailleurs, la colère et le cynisme envers la politique sont à leur comble et qu'auprès des Québécois, Mme Marois est loin de fracasser des records de popularité, il demeure que depuis des mois, le taux d'insatisfaction envers le gouvernement frôle les 80 % et ses appuis chez les francophones vivent autour des 20 %.

À moins d'atterrir directement de la planète Mars, force est donc de constater qu'il existe un sérieux bris de confiance entre la majorité de la population et le gouvernement. Et si, en politique, un fossé aussi profond pouvait se creuser par la simple voix d'une ou d'un chef d'opposition, croyez-moi, ça se saurait depuis longtemps!

Les "bons" et les "méchants"

L'"explication" de M. Charest est étonnamment manichéenne. Il y a le très bon gouvernement d'un côté et la très méchante opposition de l'autre. Zéro zone grise. Zéro reconnaissance de la moindre parcelle de responsabilité. Surtout, zéro connexion à la réalité.

Avec un tel taux d'insatisfaction, un brin d'humilité ne ferait pourtant pas de tort.

Récapitulons: selon le PM, si les deux tiers des Québécois réclament une commission d'enquête depuis 15 mois sur des allégations de favoritisme dans les contrats gouvernementaux, le financement du PLQ et l'industrie de la construction, c'est qu'à elle seule, Pauline Marois aurait réussi à

hypnotiser presque tout le Québec en faisant croire des choses qui n'existent pas. Avouez que ce serait là tout un pouvoir de persuasion!

Donc, si vous avez bien compris le premier ministre, cette perte de confiance n'aurait rien à voir avec les reportages de journalistes d'enquête ou les dossiers étayés des partis d'opposition sur l'usage possible de prête-noms par des entreprises pour contribuer au PLQ - une pratique illégale. Ni avec la démission de Tony Tomassi comme ministre à la longue brochette de garderies privées gâtées en subventions et généreuses pour son parti. Ni avec son ancien ministre de la Justice qui allègue un trafic d'influence de financiers libéraux dans la nomination de juges.

Ni avec la démission de son ministre du Travail, dont la compagnie a obtenu de lucratifs contrats gouvernementaux sans appel d'offre - le tout lié au laxisme des anciennes règles d'éthique adoptées par le PM.

Ni avec son fort divertissant trio de ministres aux lapsus légendaires joués sur le refrain de "bien sûr que les entreprises ont le droit de contribuer aux partis politiques". (Ce qui est faux.)

Ni avec la multiplication des enquêtes du Directeur général des élections sur le financement du PLQ. Ni avec son Opération Marteau qui n'attrape que de très petits poissons...

En fait, selon M. Charest, Pauline Marois ferait dans la stratégie de la "*terre brûlée*" dans le but de lui refaire le coup fait à Robert Bourassa en 1976 par les péquistes à l'époque où ils l'accusaient des pires scandales. Et ce, en espérant que ça prendrait dans l'opinion publique. (Pardon?

Il n'y aurait pas eu de problème d'éthique dans le gouvernement Bourassa, première mouture? Vraiment?...)

Mais heureusement, ajoute un Jean Charest optimiste, ça ne marchera pas cette fois-ci parce que c'est le genre de politique que les gens "*abhorrent*". Or, depuis plus d'un an, ce qui semble indisposer bien des citoyens, c'est plutôt sa propre politique.

À moins, bien entendu, que la chef péquiste n'ait réussi à faire croire à tout ce beau monde que le gouvernement aurait un gros problème, qui n'existe tout simplement pas...

On dit qu'au-delà des "spins" et de leurs "lignes" bien apprises, il arrive parfois à des leaders politiques de ne plus comprendre ce qui se passe vraiment au sein de leur propre population.

Eh bien, si M. Charest ne pense qu'une fraction de ce qu'il a dit à *The House*, force sera d'ajouter bientôt son nom à la liste.

Mais s'il ne le pense pas vraiment, alors là, c'est une autre histoire...